



L'INFO

INFO • TV ▾ • RADIO ▾ • ISRAËL-HAMAS • UKRAINE • SUISSE ▾ • MONDE

• ENVIRONNEMENT • ECO • PLUS ▾

Dialogue Modifié à 07:17



Les lobbies environnementaux, grands perdants des dernières élections fédérales



Les lobbies environnementaux, grands perdants des dernières élections fédérales. - [KEYSTONE - PETER KLAUNZER]

Depuis la victoire du camp bourgeois et conservateur aux dernières élections fédérales, le Conseil national est devenu plus rural, un peu plus masculin et surtout plus "droitier". Mais quels intérêts "privés" le nouveau Parlement représente-t-il? La rédaction de la Radio Télévision alémanique (SRF) propose



une analyse de données montrant les lobbies les plus forts et les plus faibles pour la nouvelle législature.



Ce n'est pas seulement la nouvelle répartition des sièges au Parlement qui façonnera la politique suisse au cours des quatre prochaines années. Les représentants des groupes d'intérêts - les fameux "lobbyistes" - influenceront également la politique à venir du pays par leurs activités de lobbying. Les membres du Conseil national et du Conseil des Etats constituent d'ailleurs eux-mêmes une partie importante de ce lobbying, de par leurs liens personnels avec des groupes d'intérêt.

Afin de montrer le nouvel équilibre actuel du pouvoir des différents groupes de pression à Berne, SRF a analysé les [données de l'association Lobbywatch](#), qui compile les intérêts "privés" du nouveau Parlement, notamment les liens directs et indirects, rémunérés et non rémunérés, des députés avec les lobbies (lire [l'enquête data de SRF](#)).

Perte relativement importante pour les lobbies de l'environnement

Lors d'un changement de législature, de nombreux lobbies perdent de l'influence dès le début, car les relations et les mandats établis au fil des ans sont perdus lorsque les députés quittent le Parlement.

Si l'on inclut aussi bien les mandats non rémunérés que les mandats rémunérés, la perte de liens d'intérêt des lobbies environnementaux est la plus remarquable. Ces groupes d'intérêt sont actuellement au bénéfice d'environ un tiers de liens en moins avec le Palais fédéral qu'auparavant. Les mauvais résultats des Vert-e-s et des Vert'libéraux lors des élections nationales semblent ici être en partie déterminants.

Ecouter l'analyse de SRF sur la perte des liens d'intérêt subie par les lobbies environnementaux à Berne



Toutefois, cette perte concerne surtout le départ de certaines figures ayant de multiples liens avec des groupes environnementaux. Lorsqu'il s'agit de la répartition des mandats dans l'ensemble du Parlement, la perte semble un peu moins importante. Alors qu'au cours

de la dernière législature, 68% des membres du Parlement avaient au moins un lien avec des lobbies environnementaux, ils ne sont plus que 52% actuellement.

Les secteurs de la santé et de la politique étrangère ont également perdu quelques liens d'intérêt. Ils se classent toutefois toujours parmi les plus grands secteurs de lobbying, et restent fortement représentés au Parlement fédéral.

Des mandats environnementaux moins souvent payés

Tous les liens avec les secteurs du lobbying ne sont pas des mandats rémunérés. Les mandats environnementaux, par exemple, sont rarement rémunérés. Il vaut donc la peine d'identifier les lobbies qui paient pour leur influence. En effet, de nombreux politiciens fédéraux complètent leurs revenus par des mandats extraparlimentaires.

A ce niveau, les secteurs de l'énergie et des transports sont ceux qui ont perdu le plus de mandats rémunérés (neuf chacun). Toutefois, certains secteurs de lobbying ont également réalisé des gains au début du changement législatif.

Par exemple, le fait que le Parlement soit devenu plus rural se reflète directement dans le renforcement du lobby agricole et son nombre de mandats rémunérés. Cependant, l'augmentation la plus significative des mandats rémunérés est observée dans le lobby de la politique intérieure et de l'économie publique.

Les lobbies les plus puissants

Si l'influence d'un lobby est mesuré sur la base des mandats rémunérés, celui de l'économie reste de loin le plus important au Parlement. Et si l'on tient compte des connexions non rémunérées, presque tous les députés - environ 95% - ont un lien avec le secteur de l'économie privée.

Les secteurs ayant le plus de mandats rémunérés comprennent également la politique intérieure et l'économie publique, la santé, les transports et l'agriculture.

Davantage de mandats rémunérés pour les partis bourgeois

Les partis ayant le plus de relations avec les lobbies sont Le Centre (294 mandats payés) et l'UDC (281 mandats payés). Tous deux ont réussi à gagner des sièges au Conseil national (UDC +9, Centre +1) et ont également augmenté leur nombre de mandats rémunérés en conséquence au début de la nouvelle législature.

Ils sont suivis par le PLR, qui a perdu un siège au Conseil national, mais qui dispose encore d'environ 250 relations rémunérées avec les lobbies. Le deuxième parti le plus puissant, le PS, a nettement moins de mandats rémunérés en comparaison.

La chasse aux nouveaux élus est ouverte

Si la situation actuelle au niveau des partis ne surprendra guère lors des quatre prochaines années, la répartition des mandats de lobbying des nouveaux élus reste ouverte.



En effet, le recrutement des nouveaux parlementaires par des organisations et des groupes d'intérêts ne fait que commencer et n'épargne pas non plus les anciens députés.

Il reste à voir quels lobbies seront particulièrement efficaces d'ici l'année prochaine pour attirer à eux de nouveaux hommes et femmes politiques avec des mandats ou des liens d'intérêts.

Viviane Stadelmann (SRF), Julian Schmidli (SRF)

Adaptation web: Julien Furrer (RTS)

Publié à 06:35 - Modifié à 07:17

À consulter également



Le lobby paysan est plus puissant que jamais au Parlement fédéral

[Suisse](#)

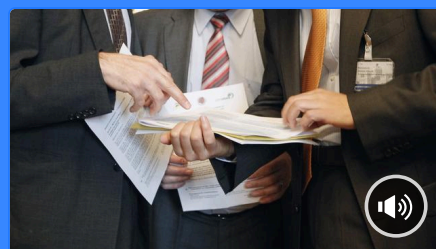
Le 20 novembre 2023



Comment le lobby des constructeurs automobiles a influencé l'UE sur les normes anti-pollution

[Monde](#)

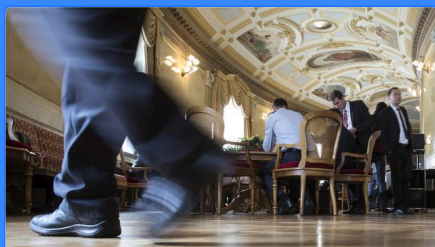
Le 16 novembre 2023



D'un monde à l'autre - Les lobbys: une réelle influence géopolitique?

[Six heures - Neuf heures, le samedi](#)

Le 25 novembre 2023



Petits arrangements, déceptions et affaires de famille: la valse des badges au Palais fédéral

[Suisse](#)

Le 12 décembre 2023



La RTS

[A propos](#)

[FAQ](#)

[Conditions générales](#)

[Charte de confidentialité](#)

[Gérer les paramètres relatifs aux cookies](#)

[Contact](#)

[Travailler à la RTS](#)

[Communiqués de presse](#)

[Newsletters](#)

[RTS Fiction](#)

[Play Suisse](#)

[Recevoir nos programmes](#)

[Comment écouter nos podcasts](#)

[Ventes aux professionnels](#)

[Visiter les studios](#)

[Assister aux émissions](#)

[RTS Avec Vous](#)

[Valeur Publique](#)

[SSR Suisse Romande](#)

[Médiation](#)

[Jurisprudence](#)

[SRF](#) | [RSI](#) | [RTR](#) | [SWI](#)

RTS Radio Télévision Suisse, succursale de la Société suisse de radiodiffusion et télévision

